



No de résolution
ou annotation

Province de Québec
Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-FERRÉOL-LES-NEIGES, TENUE DANS L'ANCIEN HÔTEL DE VILLE, 33, RUE DE L'ÉGLISE, LE 11 NOVEMBRE 2024, À 19H30, SOUS LA PRÉSIDENTE DE MADAME MÉLANIE ROYER-COUTURE, MAIRESSE.

Sont présents : Mesdames Camille Nadeau et Mélanie Royer-Couture et messieurs Claude Leclerc, Marc Magny, Stéphane Racine et Vincent Villemure.

Invités : Monsieur Benoît Cloutier, Directeur-général par intérim et Monsieur Martin Robichaud, directeur de l'urbanisme.

Secrétaire d'assemblée : Madame Lynn Parker, greffière-trésorière.

Consultation
publique du
règlement
numéro 24-
864

Conformément à l'article 125 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, le conseil municipal tient une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement numéro 24-864 modifiant le règlement de zonage numéro 15-674 afin d'apporter les correctifs nécessaires aux limites des zones suite à l'entrée en vigueur des règlements 184.12 et 184.13 modifiant le Schéma d'aménagement de la MRC de La Côte-de-Beaupré.

OUVERTURE
DE LA SÉANCE

Les membres présents à l'ouverture de la séance formant quorum, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée par la présidente.

Rés. #24-261
Adoption de
l'ordre du jour

Il est proposé par madame Camille Nadeau et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal adopte l'ordre du jour modifié par l'ajout des points 10.3 Signataire des compte à la Caisse Desjardins et 13.4 Confirmation de démolition.

ADOPTION
DES PROCÈS-
VERBAUX

Rés. #24-262
Procès-verbal
du 15-10-
2024

Considérant que tous les membres du conseil municipal ont reçu une copie dudit procès-verbal, qu'ils en ont pris connaissance et renoncent donc à sa lecture lors de la présente séance;

Considérant qu'aucune modification n'a été apportée par le conseil municipal;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Stéphane Racine et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal adopte le procès-verbal de la séance ordinaire du 15 octobre 2024 tel que rédigé.

Rés. #24-263
Procès-verbal
du 28-10-
2024

Considérant que tous les membres du conseil municipal ont reçu une copie dudit procès-verbal, qu'ils en ont pris connaissance et renoncent donc à sa lecture lors de la présente séance;

Considérant qu'aucune modification n'a été apportée par le conseil municipal;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Claude Leclerc et unanimement résolu ;



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-264
Procès-verbal
du 05-11-
2024

Que le conseil municipal adopte le procès-verbal de la séance extraordinaire du 28 octobre 2024 tel que rédigé.

Considérant que tous les membres du conseil municipal ont reçu une copie dudit procès-verbal, qu'ils en ont pris connaissance et renoncent donc à sa lecture lors de la présente séance;

Considérant qu'aucune modification n'a été apportée par le conseil municipal;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal adopte le procès-verbal de la séance extraordinaire du 5 novembre 2024 tel que rédigé.

RETOUR SUR
LA PÉRIODE
DE
QUESTIONS
DE LA SÉANCE
PRÉCÉDENTE

Benoit Cloutier, directeur général par intérim, fait un retour sur la période de questions de la séance du 15 octobre 2024.

PÉRIODE DE
QUESTIONS
ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

Une période de questions est tenue à l'intention des citoyennes et des citoyens.

Rés. #24-265
Fermeture de
l'hôtel de ville
période des
fêtes

Il est proposé par monsieur Marc Magny et unanimement résolu ;

Que les bureaux administratifs de la Municipalité seront fermés du 23 décembre 2024 au 3 janvier 2025 inclusivement pour la période des Fêtes.

CONSEIL
MUNICIPAL

Dépôt de la
lettre de
démission de
M. Éric Ennis à
titre de
conseiller
municipal

Que le conseil municipal prend acte du dépôt, par la greffière-trésorière, de la lettre de démission de monsieur Éric Ennis, à titre de conseiller municipal pour le district numéro 2 et de pro-maire, conformément à l'article 316 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Rés. #24-266
Nomination à
la fonction de
pro-maire

Considérant la démission de monsieur Éric Ennis à titre de conseiller municipal pour le district numéro 2 et de pro-maire;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une nouvelle nomination;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Stéphane Racine et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil désignent monsieur Marc Magny, conseiller municipal, à la fonction de pro-maire et l'autorisent, en l'absence de la mairesse, à signer les documents de la Municipalité.

Rés. #24-267
Calendrier des
séances 2025

Considérant que l'article 148 du *Code municipal* prévoit que le conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;



No de résolution
ou annotation

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;

Que les séances débuteront à 19h30 à l'ancien hôtel de ville située au 33, rue de l'Église;

Que le calendrier ci-après soit adopté relativement à la tenue des séances ordinaires du conseil municipal pour l'année 2025:

- 13 janvier
- 10 février
- 10 mars
- 14 avril
- 12 mai
- 9 juin
- 14 juillet
- 11 août
- 8 septembre
- 14 octobre
- 10 novembre
- 8 décembre

Qu'un avis public du contenu du présent calendrier soit publié par la greffière adjointe conformément à la Loi qui régit la municipalité.

Rés. #24-268
Appui visant la
mise en œuvre
de la Liste des
priorités pour
améliorer
l'offre
de services en
transport
collectif sur le
territoire de la
CMQuébec et
la demande
d'un
financement
conséquent
auprès du
gouvernement
du Québec

Considérant que la Communauté métropolitaine de Québec a fait parvenir à la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges une liste des priorités pour améliorer l'offre de services en transport collectif sur le territoire de la CMQuébec ainsi qu'un document synthèse qui résume celle-ci;

Considérant que cette liste de priorités a été adoptée par le conseil de la CMQuébec lors de la séance du 17 octobre 2024, est issue d'un travail d'étroite collaboration avec les autorités organisatrices de transport en commun, l'agglomération de Québec, la Ville de Lévis et les trois MRC de la région métropolitaine de Québec;

Considérant que les priorités inscrites à cette liste visent à améliorer l'offre en transport collectif pour tous les citoyens, plus particulièrement pour ceux des quartiers périphériques, et à assurer une meilleure interconnexion des réseaux de transport existants;

Considérant que le travail d'évaluation régional a démontré que le budget récurrent supplémentaire requis pour fournir une offre adéquate minimale en transport collectif harmonisée sur l'ensemble de la CMQuébec atteint 24,6 M\$ annuellement. Dans cette perspective, les membres du conseil de la CMQuébec demandent au gouvernement du Québec de se joindre à eux pour soutenir les initiatives en transport collectif régional, en annonçant des investissements significatifs lors de la prochaine mise à jour économique;

Considérant que l'élaboration et le déploiement de cette liste de priorités s'inscrivent aussi dans la mise en œuvre de la Vision métropolitaine de la mobilité durable et de son plan d'action 2024-2030, adopté également le 17 octobre par le conseil de la CMQuébec. Issu d'une année de travail de mobilisation des partenaires régionaux, ce plan d'action présente les priorités pour la région en transport collectif, mais aussi en matière de transport actif, de mobilité intégrée et d'inclusion sociale par la mobilité;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Stéphane Racine et unanimement résolu ;



No de résolution
ou annotation

Que le conseil municipal appuie la demande visant la mise en œuvre de la Liste des priorités pour améliorer l'offre de services en transport collectif sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Québec;

Que le conseil municipal demande formellement au gouvernement du Québec un financement conséquent;

Que le conseil municipal transmette la présente résolution aux instances suivantes : Communauté métropolitaine de Québec, ministre des Transports et de la Mobilité durable du Québec, députée de Charlevoix-Côte-de-Beaupré et MRC de La Côte-de-Beaupré.

Rés. #24-269
Appui au
projet de mise
en valeur de
la rivière
Sainte-Anne
et du sentier
Mestachibo

Considérant que le projet de mise en valeur de la rivière Sainte-Anne et du sentier Mestachibo permettra à la région de continuer à se démarquer à l'international et de favoriser la mise en valeur d'un site de plein air incomparable;

Considérant que ce projet représente un fort potentiel de rayonnement et de développement socio-économique pour la Côte-de-Beaupré et la région de de la Capitale-Nationale;

Considérant que les sites de randonnée pédestre et d'activités de plein air de la MRC de la Côte-de-Beaupré bénéficieront grandement de cette opportunité qui permettra de propulser vers de nouvelles infrastructures, de nouveaux projets de mise en valeur de la nature en plus de bâtir de nouvelles initiatives de travail concerté;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal confirme avec enthousiasme son appui au projet « Mise en valeur de la rivière Sainte-Anne et du sentier Mestachibo » déposé par la MRC de la Côte-de-Beaupré dans le cadre du programme de de la croissance du Tourisme (PCT) de Développement économique Canada.

Rés. #24-270
Intention –
Lot 6 212 167

Considérant que lot 6 212 167 du cadastre du Québec, situé à Saint-Tite-des-Caps, est sous la propriété de la Corporation du site les Sept-Chutes Inc., dissoute depuis 2018;

Considérant que la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges acquitte les taxes du lot 6 212 167 situé à Saint-Tite-des-Caps et est ainsi le propriétaire du terrain;

Considérant qu'Hydro-Québec a contacté la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges à l'été 2024 concernant son désir d'obtenir un droit de passage ou d'acquérir le lot 6 212 167 situé à Saint-Tite-des-Caps afin de leur permettre l'installation de l'estacade en amont de la centrale les Sept-Chutes;

Considérant que la municipalité n'a pas de besoin particulier envers le lot 6 212 167 situé à Saint-Tite-des-Caps;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Claude Leclerc et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal accueille favorablement la demande d'Hydro-Québec afin d'initier la démarche d'acquisition ou d'obtention d'un droit de passage sur le lot 6 212 167 situé à Saint-Tite-des-Caps.



No de résolution
ou annotation

FINANCES ET
TECHNOLOGIES
DE
L'INFORMATION

Comptes du
mois

La greffière-trésorière informe les membres du conseil que les comptes du mois d'octobre 2024 seront présentés à une séance ultérieure.

Dépôt des
états
financiers
comparatifs
CAPITAL
HUMAIN

Le greffière-trésorière dépose au Conseil les états comparatifs au 30 septembre 2024, tel que le prévoit l'article 176.4 du *Code municipal du Québec*.

Rés. #24-271
Nomination -
Directeur
général et
greffier-
trésorier
adjoint et
signataire

Il est proposé par monsieur Stéphane Racine et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal nomme Éric Ennis au poste de directeur général et greffier-trésorier adjoint;

Que le conseil municipal désigne madame Mélanie Royer-Couture, mairesse, comme personne autorisée à agir en son nom et à signer en son nom le contrat d'embauche du directeur général;

Que le conseil municipal désigne Éric Ennis comme signataire autorisé pour l'ensemble des dossiers et des documents émis par la Municipalité.

Rés. #24-272
Nomination -
Directeur
général
adjoint

Il est proposé par monsieur Claude Leclerc et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal nomme Benoit Cloutier, directeur de la gestion des actifs, au poste de directeur général adjoint.

GREFFE ET
AFFAIRES
JURIDIQUES

Rés. #24-273
Nomination -
Comité de
gouvernance,
d'accès et de
protection des
renseignements
personnels

Considérant qu'un comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels a été créé et adopté par la résolution numéro 22-264, le 4 octobre 2022, conformément à l'article 8.1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*;

Considérant que la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges souhaite inclure la gouvernance au sein de ce comité;

Considérant la nomination d'un nouveau directeur général;

Considérant la volonté du conseil municipal d'inclure la participation d'un élu dans ce comité;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Marc Magny et unanimement résolu ;

Que ce comité soit dorénavant connu sous l'appellation suivante : *Comité de gouvernance, d'accès et de protection des renseignements personnels*;

Que ce comité soit maintenant composé des personnes qui occupent les fonctions suivantes au sein de la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges :

- Éric Ennis, directeur général;



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-274
Directive
particulière
relative à
l'utilisation
d'une autre
langue que la
langue
officielle

- Marie-Noël Duclos, greffière adjointe, déléguée responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels;
- Stéphane Racine, élu siégeant au conseil municipal.

Considérant la sanction, le 1er juin 2022, de la *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français* (L.Q. 2022, c. 14), modifiant la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11) (ci-après la « Charte »);

Considérant que la *Charte* édicte un devoir d'exemplarité pour l'Administration, exigeant notamment des organismes municipaux qu'ils utilisent la langue française de façon exemplaire dans leurs activités;

Considérant que la Politique linguistique de l'État, entrée en vigueur le 1er juin 2023, s'applique aux organismes municipaux;

Considérant que le *Règlement sur la langue de l'Administration* (RLRQ, c. C-11, r.8.1) et le *Règlement concernant les dérogations au devoir d'exemplarité de l'Administration et les documents rédigés ou utilisés en recherche* (RLRQ, c. C-11, r.5.1) complètent le régime juridique applicable à l'Administration quant à l'utilisation du français et prévoient, en plus de celles énoncées dans la Charte, des situations où une autre langue que le français peut être utilisée;

Considérant que, conformément à l'article 29.15 de la *Charte*, un organisme de l'Administration auquel s'applique la Politique linguistique de l'État doit adopter une directive précisant la nature des situations dans lesquelles il entend utiliser une autre langue que le français dans les cas permis par la *Charte* et ses règlements d'application et la réviser au moins tous les cinq ans;

Considérant l'obligation de transmettre cette directive, ainsi que toute révision subséquente, au ministre de la Langue française en plus de la rendre publique sur le site Internet de la Municipalité;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Stéphane Racine et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal adopte la *Directive relative à l'utilisation d'une autre langue que la langue officielle de la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges* (ci-après la « Directive »);

Que la Directive de la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges remplace la directive générale du ministre de la Langue française en vigueur depuis le 1er juin 2023;

Que cette Directive sera :

- transmise au ministre de la Langue française;
- publiée sur le site Internet de la municipalité;
- diffusée au personnel de la municipalité;
- révisée au moins tous les cinq ans.

Cette Directive fait partie intégrante des présentes comme si elle y était retranscrite au long.

Rés. #24-275
Signataire des
comptes à la
Caisse
Desjardins

Il est proposé par madame Camille Nadeau et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil municipal désignent Éric Ennis, directeur général et greffier-trésorier adjoint, signataire de tous les comptes de la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges à la Caisse Desjardins de la Côte-de-Beaupré.



No de résolution
ou annotation

LOISIRS

Rés. #24-276
Aide
financière -
Club Cycliste
MSA

Considérant que la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges a adopté, le 2 mai 2011, la Politique d'attribution des aides financières provenant du conseil municipal;

Considérant l'entente, établie entre le Club Cycliste du Mont-Sainte-Anne et la Municipalité, l'engageant à absorber une partie du coût des licences 2024 pour les jeunes résidents de Saint-Ferréol-les-Neiges;

Considérant que la liste d'inscription pour l'année 2023-2024 fait état de 106 jeunes inscrits sur notre territoire;

Considérant que la Municipalité a reçu une demande d'aide financière en ce sens;

Considérant la recommandation positive de la directrice de la gestion des loisirs, de la culture et de la vie communautaire pour cette demande d'aide financière;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil octroient un montant de 4 240 \$ au Club Cycliste du Mont-Sainte-Anne pour les 106 inscriptions soutenues à hauteur de 40 \$ chacune afin de contribuer au développement du sport sur notre territoire.

Rés. #24-277
Demande
d'aide
financière -
Club nordique
MSA

Considérant que la Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges a adopté, le 2 mai 2011, la Politique d'attribution des aides financières provenant du conseil municipal;

Considérant que depuis plusieurs années, le Club Nordique du Mont-Sainte-Anne fait la promotion des saines habitudes de vie et du dépassement de soi pour les jeunes de 5 à 23 ans par le biais du ski de fond;

Considérant qu'une demande d'aide financière a été déposé afin de soutenir les programmes d'apprentissage technique, d'entraînement et de compétition en ski de fond;

Considérant la recommandation positive de la directrice de la gestion des loisirs, de la culture et de la vie communautaire pour cette demande d'aide financière;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Marc Magny et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil octroient un montant de 4 800 \$ au Club Nordique du Mont-Sainte-Anne. Cette aide financière correspond à un montant de 2 000 \$ affecté aux programmes éducatifs et compétitifs, 2 000 \$ pour l'organisation de la Course nationale des Championnats de l'Est et support aux athlètes qui y participent et 800 \$ en contribution pour l'utilisation estivale du chalet des athlètes au rang St-Julien pour le camp de jour de la municipalité.

TRANSPORTS ET GESTION DES ACTIFS

Rés. #24-278
Acquisition
d'un tracteur
John Deere
6130R 2019

Considérant que le contrat de déneigement des rues prend fin en 2025;

Considérant que la Municipalité a treize stationnements hors contrat, six stationnements sous contrat ainsi que le déneigement des patinoires et des trottoirs à prévoir;



No de résolution
ou annotation

Considérant que la main d'œuvre est disponible à l'interne pour la réalisation de ces travaux;

Considérant que le projet de trottoir dans le village amènera une demande de déneigement supplémentaire;

Considérant que le tracteur John Deere 4060, appartenant à la Municipalité, est déjà grandement sollicité afin de subvenir à de nombreux besoins;

Considérant que le rétro caveuse John Deere, appartenant également à la Municipalité, a plus de dix-sept ans et de nombreuses heures de travail au compteur;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Stéphane Racine et unanimement résolu ;

Que la Municipalité acquiert un tracteur John Deere 6130R 2019 de 2 620 heures à transmission IVT pour un montant de 123 500 \$ taxes incluses et payable à partir du fonds général.

URBANISME

Explication et consultation sur une dérogation mineure - 45, rue de l'Église

Le directeur de l'urbanisme, Martin Robichaud, donne des explications sur la demande de dérogation mineure visant à régulariser, au 45, rue de l'Église, l'implantation d'un garage ayant une distance de 0,29 mètre de la ligne latérale alors qu'en vertu du cinquième paragraphe de l'article 126 du *Règlement de zonage n°15-674*, un bâtiment accessoire isolé doit être implanté à une distance minimale de 1 mètre d'une ligne latérale.

Nombre de personnes : 19
Aucune question n'a été reçue.

Rés. #24-279
Décision sur une dérogation mineure - 45, rue de l'Église

Considérant que la demande de dérogation mineure a été déposée au 45, rue de l'Église visant à régulariser, au 45, rue de l'Église, l'implantation d'un garage ayant une distance de 0,29 mètre de la ligne latérale alors qu'en vertu du cinquième paragraphe de l'article 126 du *Règlement de zonage n°15-674*, un bâtiment accessoire isolé doit être implanté à une distance minimale de 1 mètre d'une ligne latérale ou arrière;

Considérant que selon le cinquième paragraphe de l'article 126 du *Règlement de zonage n°15-674* un bâtiment accessoire isolé doit être implanté à une distance minimale de 1 mètre d'une ligne latérale ou arrière, sauf si une fenêtre est localisée sur le mur latéral ou arrière. Dans ce dernier cas, la distance minimale entre la ligne latérale ou arrière et le bâtiment accessoire isolé est de 1,5 mètre;

Considérant que le bâtiment accessoire a été construit en 1981 ou en 1997, mais nos archives et notre historique règlementaire ne permettent pas d'établir clairement la date de construction, ni la règlementaire applicable;

Considérant que le bâtiment accessoire ne présente pas de nuisance ou de contrainte particulière pour le voisinage;

Considérant que le comité consultatif d'urbanisme a soumis, le 28 octobre 2024, une recommandation favorable à cette demande de dérogation mineure;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Claude Leclerc et unanimement résolu ;



No de résolution
ou annotation

Explication et
consultation
sur une
dérogation
mineure - 129,
rue des Rocs

Que le conseil municipal accepte la demande de dérogation mineure visant à régulariser, au 45, rue de l'Église, l'implantation d'un garage ayant une distance de 0,29 mètre de la ligne latérale alors qu'en vertu du cinquième paragraphe de l'article 126 du Règlement de zonage n°15-674, un bâtiment accessoire isolé doit être implanté à une distance minimale de 1 mètre d'une ligne latérale.

Le directeur de l'urbanisme, Martin Robichaud, donne des explications sur la demande de dérogation mineure visant à autoriser, au 129, rues des Rocs, la construction d'un nouveau bâtiment principal de type unifamilial isolé ayant un toit plat alors qu'en vertu de l'article 92 du *Règlement de zonage n° 15-674*, tout nouveau bâtiment principal doit avoir un toit formé d'au moins deux versants, lesquels possèdent une pente d'au moins 18 degrés (pente 4/12).

Nombre de personnes : 19
Deux questions ont été reçues.

Rés. #24-280
Décision sur
une
dérogation
mineure - 129,
rue des Rocs

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été déposée au 129, rue des Rocs, visant à autoriser la construction d'un nouveau bâtiment principal de type unifamilial isolé ayant un toit plat alors qu'en vertu de l'article 92 du *Règlement de zonage n°15-674*, tout nouveau bâtiment principal doit avoir un toit formé d'au moins deux versants, lesquels possèdent une pente d'au moins 18 degrés (pente 4/12).

Considérant qu'un permis d'agrandissement et de rénovation du bâtiment existant (numéro 2023-049) avait été autorisé, mais que lors du début des travaux, les propriétaires et l'entrepreneur ont constaté une quantité importante de moisissure. Ils sont alors venus à la conclusion que les travaux de rénovations initialement prévus ne seraient pas sécuritaires sans changer la structure complète du bâtiment existant.

Considérant que la municipalité a constaté l'état du bâtiment et confirme qu'il y a un niveau de dégradation trop important pour préserver la structure actuelle;

Considérant qu'une demande de démolition du bâtiment existant a été déposée et autorisée par la municipalité;

Considérant qu'une dérogation mineure avait déjà été acceptée par le conseil municipal pour le toit plat de l'agrandissement (résolution numéro 23-225);

Considérant que les propriétaires ainsi que la municipalité désirent préserver l'architecture moderne spécifique à ce bâtiment qui est unique dans ce secteur;

Considérant que le comité consultatif d'urbanisme a soumis, le 28 octobre 2024, une recommandation favorable à cette demande de dérogation mineure;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Marc Magny et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal accepte la demande de dérogation mineure visant à autoriser, au 129, rues des Rocs, la construction d'un nouveau bâtiment principal de type unifamilial isolé ayant un toit plat alors qu'en vertu de l'article 92 du *Règlement de zonage n° 15-674*, tout nouveau bâtiment principal doit avoir un toit formé d'au moins deux versants, lesquels possèdent une pente d'au moins 18 degrés (pente 4/12).

Rés. #24-281
Permis PIIA
recommandés

Considérant que des demandes de permis ont été déposées pour des projets soumis au règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que ces demandes rencontrent les objectifs et les critères du règlement sur les PIIA;



No de résolution
ou annotation

Considérant que les demandes respectent les dispositions du *Règlement de zonage n°15-674*;

Considérant que le comité consultatif d'urbanisme a soumis, le 28 octobre 2024 et le 4 novembre 2024, des recommandations favorables à ces demandes de permis;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Stéphane Racine et unanimement résolu ;

Que les membres du conseil municipal acceptent les recommandations du comité consultatif d'urbanisme d'accorder un permis de construction pour les projets suivants :

Adresse	Type de demande	Recommandations CCU
70, rue du Portage-des-Mousses	Construction d'un abri auto ouvert attaché à une résidence unifamiliale isolée	24-107
94, rue Notre-Dame	Construction d'un vestibule et d'une galerie attachés à une résidence unifamiliale isolée	24-108
111, rue des Grillons	Agrandissement d'une résidence unifamiliale isolée	24-109
125, rue des Hirondelles	Construction d'une galerie à une résidence unifamiliale isolée	24-110
129, rue des Rocs	Reconstruction d'une résidence unifamiliale isolée	24-111
169, rue de la Cavée	Construction d'un bâtiment accessoire à une résidence unifamiliale isolée	24-112
186, rang Saint-Julien	Construction d'une résidence unifamiliale isolée	24-113
68, rue de l'Église	Construction d'un bâtiment accessoire	24-117

Des conditions particulières sont exigées pour les permis suivants :

- 70, rue du Portage-des-Mousses : Qu'un plan projet d'implantation soit déposé afin de s'assurer du respect de la marge latérale.
- 129, rue des Rocs : De préserver l'œil de bœuf sur la façade gauche inspiré de la construction actuelle et, selon l'avis d'un architecte sur l'atteinte de la norme de 15% de superficie en ouverture sur la façade avant principale, d'ajouter un œil de bœuf supplémentaire ou d'agrandir les ouvertures prévues sur les plans.
- 186, rang Saint-Julien : Qu'une expertise confirme qu'il n'y a plus de milieu humide sur le lot ou qu'il est suffisamment éloigné pour respecter les dégagements prévus à la réglementation.

Rés. #24-282
Projet
d'approbation
en vertu du
règlement sur
les PPCMOI -
Changement
d'usage 4271,
avenue Royale

Considérant qu'une demande concernant les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) pour un changement d'usage située au 4271, avenue Royale (lot 6 092 477), pour l'ajout d'un deuxième local commercial, a été déposée;

Considérant qu'un tel changement d'usage est soumis au *Règlement n°20-776 concernant les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI)* conformément à l'article 12 de ce règlement;



No de résolution
ou annotation

Considérant que le lot 6 092 477 est inclus dans le *Règlement n°20-776 concernant les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI)*;

Considérant que la demande a soulevé une analyse plus poussée du dossier relevant que l'usage actuel du bâtiment n'a pas fait l'objet d'un certificat de changement d'usage;

Considérant que le projet consiste en l'aménagement du sous-sol pour accueillir un commerce et service de restauration (service traiteur sans accueil de client) et à régulariser l'usage actuel du local principal soit service administratif;

Considérant qu'aucun changement extérieur ne sera effectué sur le bâtiment ;

Considérant qu'aucun ajout d'enseigne ne sera fait ;

Considérant que des droits acquis pour un usage autre qu'agricole ont déjà été reconnus;

Considérant que l'approbation du projet actuel est nécessaire pour qu'une demande d'autorisation à la CPTAQ soit déposée;

Considérant que le changement d'usage proposé respecte l'ensemble des critères applicables;

Considérant que le comité consultatif d'urbanisme a soumis, le 28 octobre 2024, une recommandation favorable à cette demande;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal autorise les usages service administratif et commerce et service de restauration sur le lot 6 092 477 portant l'adresse 4271, avenue Royale.

Rés. #24-283
Confirmation
de démolition

Considérant qu'une séance publique du comité de démolition s'est tenu le 11 novembre 2024 concernant une demande de démolition d'une partie de grange située au 1247 rang Saint-Antoine;

Considérant que le l'article 148.0.19 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* précise que toute personne peut, dans les 30 jours de la décision du comité, demander au conseil de réviser cette décision et que le conseil peut, de son propre chef, dans les 30 jours d'une décision du comité qui autorise la démolition d'un immeuble patrimonial, adopter une résolution exprimant son intention de réviser cette décision;

Considérant que le conseil municipal n'a pas l'intention de réviser la décision du comité de démolition;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Claude Leclerc et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal supporte la décision du comité de démolition portant sur la demande du 1247, rang Saint-Antoine et n'utilise pas son pouvoir de révision de cette décision.



No de résolution
ou annotation

RÈGLEMENTS

Avis de
motion
règlement 24-
865 modifiant
le règlement
20-776

Conformément à l'article 445 du *Code municipal*, monsieur Marc Magny, conseiller, par la présente :

Donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement numéro 24-865 modifiant le règlement numéro 20-776 concernant les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI);

Dépose le projet numéro 24-865, séance tenante.

Avis de
motion
règlement 24-
866 modifiant
le règlement
de zonage 15-
674

Conformément à l'article 445 du *Code municipal*, monsieur Claude Leclerc, conseiller, par la présente :

Donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement numéro 24-866 modifiant le règlement numéro 15-674 de zonage afin de modifier les dispositions réglementaires concernant les usages additionnels à l'habitation;

Dépose le projet numéro 24-866, séance tenante.

Avis de
motion
règlement 24-
867 modifiant
le règlement
06-495

Conformément à l'article 445 du *Code municipal*, monsieur Vincent Villemure, conseiller, par la présente :

Donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement numéro 24-867 modifiant le règlement numéro 06-495 concernant les frais de déplacement et de séjour des membres du conseil et des employés municipaux;

Dépose le projet numéro 24-867, séance tenante.

Avis de
motion
règlement 24-
870 modifiant
le règlement
de zonage 15-
674

Conformément à l'article 445 du *Code municipal*, monsieur Marc Magny, conseiller, par la présente :

Donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement numéro 24-870 modifiant le règlement numéro 15-674 de zonage afin de modifier les dispositions réglementaires concernant bâtiments en rangées, ainsi que le plan de zonage pour les zones H3-131 et H2-134;

Dépose le projet numéro 24-870, séance tenante.

Avis de
motion
règlement 24-
871 modifiant
le règlement
18-744

Conformément à l'article 445 du *Code municipal*, monsieur Stéphane Racine, conseiller, par la présente :

Donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement numéro 24-871 modifiant le règlement numéro 18-744 sur la gestion contractuelle;

Dépose le projet numéro 24-871, séance tenante.

Avis de
motion
règlement 24-
872 modifiant
le règlement
17-717

Conformément à l'article 445 du *Code municipal*, monsieur Vincent Villemure, conseiller, par la présente :

Donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le règlement numéro 24-872 modifiant le règlement numéro 17-717 relatif aux usages conditionnels afin de modifier les dispositions réglementaires concernant les usages additionnels à l'habitation;

Dépose le projet numéro 24-872, séance tenante.



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-284
Adoption
projet de
règlement 24-
865 modifiant
le règlement
20-776

Considérant que la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges a reçu une demande en vertu du règlement numéro 20-776 ayant trait aux projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), pour un projet de construire deux bâtiments principaux et d'agrandir celui existant à l'adresse du 2232 avenue Royale, sur le lot 5 949 758, à des fins d'entrepasage intérieur à titre d'usage principal de la classe d'usages C8 – Commerce de gros et générateur d'entrepasage pour un maximum de 40 cases d'entrepasages;

Considérant que le projet a fait l'objet d'une recommandation positive du comité consultatif d'urbanisme le 7 juin 2022 portant le numéro de résolution 22-81;

Considérant que le projet a fait l'objet d'une recommandation positive du conseil municipal le 7 juillet 2022 portant le numéro de résolution 22-204;

Considérant que le lot 5 949 758, à l'adresse 2232 avenue Royale, se trouve dans deux zones soit C-124 adjacente à l'avenue Royale et Fr-209 en fond de terrain localisé entre 65 mètres et 90 mètres de l'avenue Royale;

Considérant qu'un précédent processus de modification réglementaire, entamé en 2022, n'a pas été complété et qu'il y a lieu de débiter ce nouveau processus afin de régulariser l'intention initiale;

Considérant qu'un avis de motion a été donné par Marc Magny, conseiller, à la séance du 11 novembre 2024 et que le projet de règlement a été déposé et présenté lors de cette même séance;

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., ch. A-19.1), le processus d'adoption doit débiter par l'adoption d'un projet de règlement;

En conséquence :

Il est proposé par madame Camille Nadeau et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal adopte le projet de règlement numéro 24-865 modifiant le règlement numéro 20-776 concernant les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI).

Ce projet de règlement fait partie intégrante des présentes comme s'il y était retranscrit au long.

Rés. #24-285
Adoption
premier projet
de règlement
24-866
modifiant le
règlement de
zonage 15-
674

Considérant que le conseil municipal de Saint-Ferréol-les-Neiges a adopté un règlement de zonage portant le numéro 15-674, incluant un plan de zonage;

Considérant que le conseil municipal peut modifier ce règlement en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., ch. A-19.1);

Considérant que des citoyens ont exprimé leur besoin d'ajouter un usage commercial à leur habitation qui n'est pas autorisé aux règlements d'urbanisme actuellement en vigueur;

Considérant que le *règlement numéro 15-674 de zonage* autorise déjà certains usages additionnels à l'habitation;

Considérant qu'une modification du *règlement numéro 15-674 de zonage* répondrait en partie aux besoins exprimés par les citoyens, lorsqu'il s'agit d'un usage à faible impact;

Considérant qu'une modification du *règlement numéro 17-717 relatif aux usages conditionnels* répondrait aux autres besoins exprimés par les citoyens, lorsqu'il s'agit d'un usage à impacts modérés ou élevés;



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-286
Adoption
premier projet
de règlement
24-870
modifiant le
règlement de
zonage 15-
674

Considérant que ce règlement contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire par les personnes habiles à voter, tel que prévu par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., ch. A-19.1);

Considérant qu'un avis de motion a été donné par Claude Leclerc, conseiller, à la séance du 11 novembre 2024 et que le projet de règlement a été déposé et présenté lors de cette même séance;

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., ch. A-19.1), le processus d'adoption doit débiter par l'adoption d'un premier projet de règlement;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Marc Magny et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal adopte le premier projet de règlement numéro 24-866 modifiant le règlement numéro 15-674 de zonage afin de modifier les dispositions réglementaires concernant les usages additionnels à l'habitation.

Ce projet de règlement fait partie intégrante des présentes comme s'il y était retranscrit au long.

Considérant que le conseil municipal de Saint-Ferréol-les-Neiges a adopté un règlement de zonage portant le numéro 15-674, incluant un plan de zonage;

Considérant que le conseil municipal peut modifier ce règlement en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., ch. A-19.1);

Considérant qu'une demande d'information a été transmise à la municipalité concernant les normes d'implantation d'un bâtiment en rangée pour le lot 6 290 882;

Considérant que le *règlement numéro 15-674 de zonage* n'encadre pas adéquatement le coefficient maximal d'occupation au sol des bâtiments en rangée, ce qui engendre des unités comportant deux murs mitoyens de plus faible occupation au sol que les unités avec un seul mur mitoyen;

Considérant que le plan de zonage scinde le lot 6 290 882 en deux zones distinctes (H3-131 et H2-134) n'ayant pas les mêmes dispositions réglementaires et générant une implantation asymétrique des bâtiments en rangée;

Considérant que ce règlement contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire par les personnes habiles à voter, tel que prévu par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., ch. A-19.1);

Considérant qu'un avis de motion a été donné par Marc Magny, conseiller, à la séance du 11 novembre 2024 et que le projet de règlement a été déposé et présenté lors de cette même séance;

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., ch. A-19.1), le processus d'adoption doit débiter par l'adoption d'un premier projet de règlement;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Claude Leclerc et unanimement résolu ;



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-287
Adoption
premier projet
de règlement
24-872
modifiant le
règlement 17-
717

Que le conseil municipal adopte le premier projet de règlement numéro 24-870 modifiant le règlement numéro 15-674 de zonage afin de modifier les dispositions réglementaires concernant bâtiments en rangées, ainsi que le plan de zonage pour les zones H3-131 et H2-134.

Ce projet de règlement fait partie intégrante des présentes comme s'il y était retranscrit au long.

Considérant que le conseil municipal de Saint-Ferréol-les-Neiges a adopté un règlement relatif aux usages conditionnels portant le numéro 17-717 ;

Considérant que le conseil municipal peut modifier ce règlement en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., ch. A-19.1);

Considérant que des citoyens ont exprimé leur besoin d'ajouter un usage commercial à leur habitation qui n'est pas autorisé aux règlements d'urbanisme actuellement en vigueur;

Considérant que le *règlement numéro 15-674 de zonage* autorise déjà certains usages additionnels à l'habitation;

Considérant qu'une modification du *règlement numéro 15-674 de zonage* répondrait en partie aux besoins exprimés par les citoyens, lorsqu'il s'agit d'un usage à faible impact;

Considérant qu'une modification du *règlement numéro 17-717 relatif aux usages conditionnels* répondrait aux autres besoins exprimés par les citoyens, lorsqu'il s'agit d'un usage à impacts modérés ou élevés;

Considérant que ce règlement contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire par les personnes habiles à voter, tel que prévu par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., ch. A-19.1);

Considérant qu'un avis de motion a été donné par Vincent Villemure, conseiller, à la séance du 11 novembre 2024 et que le projet de règlement a été déposé et présenté lors de cette même séance;

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., ch. A-19.1), le processus d'adoption doit débiter par l'adoption d'un premier projet de règlement;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Stéphane Racine et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal adopte le premier projet de règlement numéro 24-872 modifiant le règlement numéro 17-717 relatif aux usages conditionnels afin de modifier les dispositions réglementaires concernant les usages additionnels à l'habitation.

Ce projet de règlement fait partie intégrante des présentes comme s'il y était retranscrit au long.

Rés. #24-288
Adoption
règlement 24-
863 modifiant
le règlement
numéro 21-
810

Considérant qu'un avis de motion a été donné par Éric Ennis, conseiller, à la séance du 15 octobre 2024 et que le projet de règlement a été déposé et présenté lors de cette même séance;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-289
Adoption
règlement 24-
864 modifiant
le règlement
de zonage 15-
674

Que le conseil municipal adopte le règlement numéro 24-866 modifiant le règlement numéro 21-810 concernant les séances du Conseil.

Ce règlement fait partie intégrante des présentes comme s'il y était retranscrit au long.

Considérant que le conseil municipal de Saint-Ferréol-les-Neiges a adopté un règlement de zonage 15-674, incluant un plan de zonage;

Considérant que le conseil municipal peut modifier ce règlement en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (R.L.R.Q., ch. A-19.1);

Considérant que le conseil de la municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges doit modifier son règlement de zonage pour intégrer les dispositions des règlements 184.12 et 184.13 adopté le 3 avril 2024 par le conseil de la MRC de la Côte-de-Beaupré;

Considérant qu'un avis de motion a été donné par Stéphane Racine, conseiller, à la séance du 15 octobre 2024 et que le projet de règlement a été déposé et présenté lors de cette même séance;

Considérant l'assemblée de consultation publique tenue le 11 novembre 2024;

En conséquence :

Il est proposé par monsieur Vincent Villemure et unanimement résolu ;

Que le conseil municipal adopte le règlement numéro 24-864 modifiant le règlement de zonage numéro 15-674 afin d'apporter les correctifs nécessaires aux limites des zones suite à l'entrée en vigueur des règlements 184.12 et 184.13 modifiant le Schéma d'aménagement de la MRC de La Côte-de-Beaupré.

Ce règlement fait partie intégrante des présentes comme s'il y était retranscrit au long.

INFORMATION
DES MEMBRES
DU CONSEIL

Monsieur Vincent Villemure mentionne que la fermeture de l'écocentre aura lieu le 30 novembre ainsi que la fin de l'offre de service de ramassage des déchets monstres le 21 novembre.

Madame Camille Nadeau mentionne que l'évènement de la Randoween du 18 octobre dernier fut un énorme succès avec ses 450 participants.

Monsieur Claude Leclerc mentionne que le 7 novembre dernier a eu lieu le Gala Reconnaissance de la Côte-de-Beaupré et félicite les nombreux récipiendaires dont notamment Auberge & Campagne, de Saint-Ferréol-les-Neiges, qui a remporté un prix en tourisme.

Monsieur Marc Magny mentionne que le marché de Noël se tiendra les 23 et 24 novembre où soixante exposants se rassembleront. Il mentionne également que le bazar sportif a encore de la place.

Madame Mélanie Royer-Couture félicite Benoit Cloutier pour son travail de directeur général par intérim au cours des dernières semaines. Elle en profite également pour féliciter Éric Ennis pour sa nomination au poste de directeur général. Elle conclue en soulignant, en ce 11 novembre, jour du souvenir, la mémoire de ceux et celles qui ont servi notre pays.

PROCHAINE
SÉANCE DU
CONSEIL

La prochaine réunion du conseil aura lieu le 9 décembre 2024 à 19 h 30.



No de résolution
ou annotation

Rés. #24-290
LEVÉE DE LA
SÉANCE

Il est proposé par monsieur Stéphane Racine et unanimement résolu ;

Que la séance ordinaire du conseil municipal de Saint-Ferréol-les-Neiges soit levée à 21h11.

Je, Mélanie Royer-Couture, mairesse, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du *Code municipal*.

Mélanie Royer-Couture, mairesse

Lynn Parker, greffière-trésorière